Nations Unies A/RES/62/171



Distr. générale 20 mars 2008

**Soixante-deuxième session** Point 70, *f*, de l'ordre du jour

## Résolution adoptée par l'Assemblée générale

[sur la base du rapport de la Troisième Commission (A/62/439/Add.6)]

## 62/171. Année internationale de l'apprentissage des droits de l'homme

L'Assemblée générale,

Rappelant que, parmi les buts et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, figure celui tendant à développer et à encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous,

Réaffirmant l'importance capitale accordée à l'éducation dans le domaine des droits de l'homme dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993<sup>2</sup>,

Rappelant sa résolution 60/251 du 15 mars 2006, dans laquelle elle a décidé que le Conseil des droits de l'homme devrait notamment avoir pour vocation de promouvoir l'éducation et la formation dans le domaine des droits de l'homme, ainsi que les services consultatifs, l'assistance technique et le renforcement des capacités,

Rappelant également le Document final du Sommet mondial de 2005, dans lequel les chefs d'État et de gouvernement ont exprimé leur soutien à la promotion de l'éducation et de l'apprentissage en matière de droits de l'homme à tous les niveaux, notamment dans le cadre de la mise en œuvre du Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme, et ont encouragé tous les États à prendre des initiatives à cet égard<sup>3</sup>.

Notant les complémentarités qui existent entre le Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme et l'Année internationale de l'apprentissage des droits de l'homme,

Reconnaissant le rôle majeur de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture dans la promotion et la coordination des programmes d'éducation pour tous,

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Voir Résolution 217 A (III).

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Voir A/CONF.157/24 (Part I), chap. III, sect. II, par. 78 à 82.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Voir résolution 60/1, par. 131.

Se félicitant que le Conseil des droits de l'homme ait adopté le 28 septembre 2007 les résolutions 6/9 intitulée « Développement des activités d'information dans le domaine des droits de l'homme, y compris la Campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme », 6/10 intitulée « Déclaration des Nations Unies sur l'éducation et la formation dans le domaine des droits de l'homme » et 6/24 intitulée « Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme »<sup>4</sup>,

Reconnaissant que les organisations non gouvernementales jouent, aux niveaux national, régional et international, un rôle important dans la promotion et la défense des droits de l'homme par le biais de l'éducation et de l'apprentissage,

Considérant que le soixantième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, en 2008, offre aux Nations Unies l'occasion d'intensifier la promotion universelle de la culture des droits de l'homme grâce à l'éducation et à l'apprentissage,

Convaincue que chacun, femme, homme ou enfant, doit avoir conscience de tous ses droits et de toutes ses libertés fondamentales pour pouvoir s'épanouir pleinement,

Convaincue également que l'apprentissage des droits de l'homme devrait contribuer à concrétiser la Déclaration universelle des droits de l'homme dans la vie de tous les habitants de la planète,

- 1. Décide que l'année commençant le 10 décembre 2008 sera proclamée Année internationale de l'apprentissage des droits de l'homme et consacrée à des activités destinées à élargir et approfondir la connaissance des droits de l'homme, sur la base des principes d'universalité, d'indivisibilité, d'interdépendance, d'impartialité, d'objectivité et de non-sélectivité, d'un dialogue et d'une coopération constructifs à l'échelle internationale, de façon à favoriser la promotion et la défense de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, y compris le droit au développement, en ayant à l'esprit le devoir qu'a chaque État, indépendamment de son système politique, économique et culturel, de promouvoir et respecter tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales, ainsi que l'importance des particularités nationales et régionales et des divers contextes historiques, culturels et religieux;
- 2. Engage les États Membres à intensifier tout au long de l'Année et audelà leur effort de promotion de l'apprentissage et de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme aux niveaux local, national et international, et encourage à cette fin la coopération à tous les niveaux et avec toutes les parties concernées;
- 3. Invite le Conseil des droits de l'homme et la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à concevoir avec les États Membres, en coopération avec les organisations de la société civile et les institutions spécialisées, les fonds et les programmes compétents des Nations Unies, des activités permettant de promouvoir l'apprentissage des droits de l'homme selon qu'il convient à tous les niveaux de la société;
- 4. Décide de célébrer le soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme lors d'une séance plénière qui se tiendra le 10 décembre 2008, et encourage les États Membres à y participer au plus haut niveau possible;

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Voir A/HRC/6/L.11. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-troisième session, Supplément nº 53* (A/63/53).

- 5. Décide également d'organiser, à la fin de l'Année, au cours de sa soixante-quatrième session, une réunion spéciale consacrée à l'examen des activités menées par les États Membres, les organismes concernés des Nations Unies et la société civile durant l'Année, et d'en définir les modalités ultérieurement;
- 6. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-quatrième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.

77<sup>e</sup> séance plénière 18 décembre 2007